

Article

« La démographie au Québec »

Carole Lalonde

Cahiers québécois de démographie, vol. 9, n° 1, 1980, p. 7-26.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/600806ar>

DOI: 10.7202/600806ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Carole LALONDE*: LA DÉMOGRAPHIE AU QUÉBEC

RÉSUMÉ

Cet article vise à cerner les principales modalités de développement et les différentes phases qu'a connues la démographie au Québec au cours des années soixante. Trois objectifs y sont poursuivis: dans un premier temps, nous tentons de replacer l'analyse du champ d'études démographiques dans le contexte social de la Révolution tranquille et, consécutivement, dans le cadre de la rapide expansion que vont alors connaître les sciences sociales au Québec pendant cette période; en second lieu, nous dégageons les deux principaux courants de pensée - la lignée française et le modèle américain - qui ont influencé cette discipline au cours de son développement au Québec; enfin, nous distinguons les trois principales phases - celle des pionniers, celle de l'implantation et celle de l'institutionnalisation - de même que les trois principales générations de chercheurs qui se sont succédées au Département de démographie de l'Université de Montréal depuis sa fondation.

En conclusion, nous nous interrogeons sur les tendances futures de la démographie au Québec.

* Département de sociologie, Université de Montréal, C.P. 6128, Succursale "A", Montréal H3C 3J7.

LA DÉMOGRAPHIE AU QUÉBEC

Par Carole LALONDE*

Avant-propos

Si l'histoire des sciences sociales au Québec a constitué un thème d'analyse privilégié au cours des dernières décennies, la même attention n'a pas été accordée à l'étude de disciplines plus spécifiques telles que la démographie. Cette situation tient peut-être à la jeunesse de ce champ d'études et à sa récente implantation en milieu universitaire québécois. Néanmoins, cette carence nous semblait d'autant plus évidente, non seulement parce que la démographie possède des caractéristiques qui lui sont propres - et qu'à ce titre, elle ne peut être analysée uniquement en tant que science sociale comme les autres - mais aussi, parce qu'après environ quinze ans d'existence, aucun bilan historique n'a été fait afin de mieux comprendre, de mieux circonscrire la place et le rôle futur de la démographie au sein de la communauté universitaire québécoise.

* Département de sociologie, Université de Montréal, C.P. 6128, Succursale "A", Montréal H3C 3J7.

Ainsi, le présent article constitue une version revue et corrigée d'un travail présenté au terme d'un séminaire de maîtrise au Département de sociologie de l'Université de Montréal et qui tente, à sa manière, de retracer le développement de la démographie au Québec depuis les années soixante. Nous souhaitons qu'il suscitera une réflexion plus approfondie de même que des analyses plus poussées.

Je tiens à remercier Monsieur Jacques Légaré, directeur du Département de démographie à l'Université de Montréal, Monsieur Victor Piché, professeur adjoint et Monsieur Jacques Henripin, professeur titulaire, pour leur collaboration et leur disponibilité.

Introduction

Le présent essai vise essentiellement à analyser les processus de formation, d'implantation et d'institutionnalisation d'un champ scientifique en utilisant à l'intérieur du champ universitaire québécois, l'exemple de la démographie. Il tente également de replacer l'ensemble du déroulement de cette discipline à travers le développement global des sciences sociales au Québec au cours des années soixante d'une part, et d'en dégager les tendances plus actuelles en jetant un regard sur les problèmes épistémologiques auxquels cette discipline se trouve confrontée à cette phase-ci de son développement d'autre part.

Il est clair, en ce qui nous concerne, que l'examen spécifique de ce champ scientifique ne peut servir d'unique toile de fond et nous n'avons nullement l'intention de généraliser à l'ensemble du champ scientifique québécois le modèle d'analyse présenté dans ce travail. Ceci tient à la situation particulière qu'occupe cette discipline dans le champ scientifique québécois, à la nature de ses activités, au contexte spécifique dans lequel elle s'inscrit.

Néanmoins, nous croyons avoir réussi à faire ressortir les grandes lignes d'évolution, les principales modalités de développement et

les diverses phases qu'ont connues au Québec les sciences sociales en général - et la démographie en particulier - dans une conjoncture sociale bien précise, celle des années soixante.

L'intérêt que nous avons au départ pour l'étude du développement des sciences sociales de même que le fait que cette recherche se concentre sur une période de transformations sociales particulièrement intense au Québec (la Révolution tranquille) n'ont pas été les seules motivations ayant présidé au choix de cette discipline.

Au Québec, voire au Canada, l'Université de Montréal est la seule université qui possède un département de démographie, c'est-à-dire une communauté de chercheurs relativement constituée, un enseignement et des activités de recherche axés autour de ce champ, une structure universitaire clairement définie, bref un corps enseignant (et administratif) qui se consacre entièrement aux questions ayant trait à la démographie.

L'originalité et l'exclusivité de ce phénomène nous laissaient soupçonner une réalité beaucoup plus fondamentale. En effet, pour qu'il existe au Québec un champ d'études démographiques, pour que la nécessité d'implanter et d'institutionnaliser ce champ devienne impérative, il a fallu que soient réunies un ensemble de conditions sociales bien particulières. Plus précisément, si les préoccupations à l'égard des phénomènes tels que la natalité, la fécondité, la mortalité, les transferts linguistiques, la migration sont devenues si importantes, c'est, croyons-nous, qu'elles sont concomitantes des modifications fondamentales qu'a subies l'ensemble de la société québécoise au cours de cette période (les années soixante). En d'autres mots, s'il devenait si urgent d'obtenir des données plus précises sur les phénomènes d'ordre démographique afin de confirmer un certain nombre de tendances qui semblaient se dessiner, c'est que la population du Québec connaissait à l'époque une réalité nouvelle et commençait à y prendre part.

De plus, la démographie nous apparaissait comme un exemple typique d'une science sociale au confluent des traditions scientifiques française et américaine. Ceci s'explique évidemment par la situation de dépendance scientifique du Québec à l'égard des centres que sont les Etats-Unis et la France. Ceci nous amenait à postuler que, en tant que science sociale dans une société dépendante, la démographie n'aurait pas encore réussi à établir un consensus en son sein et qu'elle serait en grande partie encore sous l'influence de ses précurseurs, lesquels s'inspirent essentiellement d'une approche typiquement française.

Ainsi, compte tenu du contexte de dépendance dans lequel cette discipline s'inscrit, nous présumons qu'il y aurait une nette tendance à développer deux types d'approche concurrents qui, au lieu de s'enraciner, de s'inspirer des mouvements sociaux du Québec et de ses enjeux propres, feraient essentiellement référence aux modèles de pensée étrangers (France, Etats-Unis, etc.). Ceci ne veut évidemment pas dire que la démographie suit un développement autonome, coupé de la réalité sociale et des conditions qui la créent. Ceci signifie que la démographie, pendant la phase de son implantation tout autant qu'au cours de la période actuelle, ne mobilise pas aussi grandement que d'autres sciences sociales (par exemple, l'histoire, les sciences politiques, la sociologie, etc.) les principaux débats socio-politiques et que son cheminement analytique est à replacer selon l'axe neutralité axiologique/engagement politique.(9)

Pour vérifier cet ensemble d'hypothèses, nous avons eu recours à une méthode par entrevues auprès de personnes-ressources. Une grille de questions a été utilisée au cours de ces entrevues: il est important de souligner que cette grille n'a été qu'un guide et n'a pas toujours été suivie de façon systématique. Nous voulions en effet laisser l'initiative de la discussion aux personnes interrogées. Parfois aussi, la discussion a débordé le cadre de la grille d'entrevue.

Evidemment, cette méthode comporte plusieurs risques et limites. Il existe parfois un écart considérable entre ce que les acteurs

disent d'eux-mêmes, d'une situation qu'ils ont vécue et cette situation elle-même. De plus, il n'est pas toujours facile d'en saisir la portée et d'en réduire les aspects "subjectifs" en conséquence (sans compter les biais propres à l'enquêteur).

Ainsi, c'est conscient des risques et limites inhérents à cette méthode que nous avons tenté de reconstituer l'historique du Département de démographie à l'Université de Montréal et d'exposer les tendances qui le caractérisent actuellement.

I- Les sciences sociales au Québec pendant la Révolution tranquille

Toute analyse qui se propose d'étudier la dynamique du développement d'un champ scientifique doit absolument tenir compte des conditions sociales spécifiques dans lesquelles ce développement a lieu. C'est un fait généralement acquis en sociologie de la science que la plupart des révolutions sociales ou politiques influencent indéniablement, d'une manière ou d'une autre, la production et l'évolution de la science. De plus, les grands paradigmes d'un champ scientifique de même que les valeurs et les normes de sa communauté sont bien souvent fonction des demandes d'agents sociaux extérieurs à ce champ, de l'utilisation que ces agents, groupes ou classes souhaitent faire des recherches scientifiques. Ainsi, "parler de l'autonomie d'un champ scientifique, ce n'est donc pas faire l'économie d'une analyse des conditions sociales mais bien au contraire se contraindre à une étude systématique à la fois des fonctions différentes et parfois contradictoires que les divers groupes et classes sociales objectivement intéressés à son fonctionnement, lui confèrent en fonction même de leur position dans la structure sociale."(4, p. 131).

S'il y a généralement accord sur ce principe d'analyse, le consensus est loin d'exister en ce qui concerne l'importance, le poids relatif que l'on doit attribuer à la prise en considération de ces facteurs sociaux "externes" de même que sur leur identification. En effet, "force est de constater que l'utilisation faite de la notion des condi-

tions sociales externes stimulant le procès scientifique n'a point produit d'unanimité quant à l'identité de ces conditions externes à la science qui en rythment le développement."(5, p. 89).

Ainsi, certains ont vu dans les transformations ayant affecté la structure sociale québécoise au cours des années soixante, le passage d'une société traditionnelle ("folk society") à une société moderne (occidentalisée, industrialisée). Selon cette interprétation, cette période se caractérise essentiellement par un renversement des valeurs fondamentales de la société, des croyances, des mœurs, des coutumes qui marquaient la période antérieure. Ce renversement affecte nécessairement le comportement des individus et des groupes, lesquels tentent de s'adapter, de s'intégrer à la réalité nouvelle qui se profile devant eux.

Bien que cette analyse nous expose une dimension importante des changements qui sont intervenus sur la scène québécoise pendant cette période, elle ne va pas vraiment au fond des choses. L'accent est mis davantage sur les effets plutôt que sur les causes de ces changements. S'il faut prendre en considération les conditions sociales extérieures au champ scientifique pour en comprendre le développement, c'est surtout aux structures d'ensemble de la société québécoise qu'il faut accorder de l'attention.

En fait, la plupart des analyses de la société québécoise ont clairement établi qu'avec le début des années soixante, des changements d'importance majeure s'amorçaient dans l'arène politique et économique du Québec. Cette période de la "Révolution tranquille" se caractérise essentiellement par l'arrivée au pouvoir d'un groupe qui souhaite achever le processus d'industrialisation et de modernisation des appareils politiques et économiques de l'Etat québécois. Cette "nouvelle petite-bourgeoisie", constatant l'inadéquation des modes de gestion étatiques traditionnels aux besoins de l'industrialisation, va ainsi trouver dans la transformation des appareils de l'Etat, l'occasion d'imprimer une nouvelle direction politique au développement économique du Québec. C'est un

véritable processus de modernisation de l'ensemble de la société québécoise qui va alors prendre forme.

L'expansion que vont alors connaître les sciences sociales, au cours de cette période, n'est pas sans rapport avec l'apparition de ce nouveau mode technocratique de gestion et avec l'investissement dans le champ politique québécois de l'enjeu de la souveraineté nationale.

En effet, "ce n'est qu'à la suite de l'accès au pouvoir (politique) de la nouvelle petite-bourgeoisie à vocation technico-professionnelle et consécutivement à la modernisation-rationalisation de l'appareil central de gestion de l'Etat provincial (...) que devient significatif l'accroissement du nombre d'étudiants universitaires et des budgets de recherche scientifique" (5, p. 102) et ce, tant dans les sciences fondamentales que dans les sciences sociales. Pour ces dernières (du moins), c'est probablement l'occasion unique d'acquérir au sein de la société québécoise, une plus grande centralité et une plus grande légitimité. Cela représente également un moyen favorable de devenir des instruments importants de gestion et de planification. Ainsi, "au plan social, la reconnaissance des sciences sociales dans le milieu universitaire, le recours aux services des "scientifiques" dans l'analyse et la solution de problèmes de développement, permettront aux sciences sociales d'atteindre une plus grande centralité dans la société québécoise." (1, p. 117).

Par ailleurs, la nature et la structure des rapports sociaux à travers lesquels se réalisent l'institutionnalisation et le développement des sciences sociales sont à replacer dans une analyse de la situation de dépendance qui caractérise la société québécoise. En effet, si au cours de cette période, les sciences sociales acquièrent une nouvelle légitimité et une plus grande centralité, ceci ne signifie nullement qu'elles soient dans une situation d'autonomie ou d'indépendance complète.

En fait, "si l'étatisation de l'activité scientifique constitue dans une société dépendante comme le Québec, un facteur important

favorisant l'émergence d'un champ scientifique national" (5, p. 111), ceci n'est pas suffisant pour faire de ce champ, un lieu central du point de vue de la production scientifique internationale. De plus, si les fractions de classe dominantes locales ont grandement investi dans le champ politique québécois au cours des années soixante, le même phénomène ne s'observe pas au niveau économique. Le processus d'industrialisation qu'a connu la société québécoise relève essentiellement d'agents économiques étrangers.

On pourrait avancer que c'est à la fois dans l'extrême autonomie de l'espace politique québécois et dans la dépendance de son organisation économique, qu'il faut analyser et interpréter l'expansion extraordinaire qu'ont connue les sciences sociales au Québec au cours des années soixante. Dans un tel contexte, l'Etat représente un instrument important de promotion collective et constitue le principal intervenant dans le développement social. Par ailleurs, ce rapport à l'Etat est médiatisé par des agents techniques et intellectuels qui parviennent à occuper des postes de gestionnaires ou de planificateurs.

Donc, au Québec, les classes dominantes autochtones sont beaucoup plus fortes et intégrées aux niveaux politique et idéologique. En effet, si elles parviennent généralement à exercer leur contrôle dans les domaines politique et idéologique, en revanche, elles n'ont qu'une faible insertion dans les structures économiques de production. Comme l'a souligné Marcel Fournier, cette situation se répercute dans le champ scientifique québécois, sur les modalités d'implantation et le type de stratégie qu'adoptent alors les "fondateurs" (3, p. 31), "les tentatives que ces "nouveaux" universitaires font pour s'insérer dans le champ scientifique canadien et aussi international (...) se conformant (...) aux normes que les chercheurs des "centres" se sont fixées."(3, p. 55).

Ces mêmes "centres" représentent donc des pôles de référence déterminants et décisifs. La proximité géographique des Etats-Unis de même que le caractère culturel français que le Québec partage avec la

France constituent les deux facettes d'une même réalité: l'aspect périphérique de la production scientifique québécoise.

II- Aspects historiques relatifs au champ d'études démographiques

En tant que science sociale, mais non en tant que discipline distincte et différenciée, la démographie connaît le même développement que les sciences sociales; elle participe au même contexte social, politique et économique et se trouve impliquée dans les mêmes débats, les mêmes enjeux sociaux. D'un point de vue conjoncturel, la démographie est en quelque sorte le résultat de l'expansion que vont alors connaître les sciences sociales au cours des années soixante, par suite des nouveaux "besoins" sociaux créés par l'industrialisation, par la modernisation des modes de gestion étatiques et par la "rationalisation" des modes d'intervention.

Par ailleurs, au cours de cette période, les sciences sociales vont être impliquées dans un double enjeu; d'une part, elles contribuent largement à renforcer cette nouvelle direction politique, à constituer ces nouveaux modes technocratiques et rationnels de gestion en participant à leur élaboration et leur conception, et en fournissant les compétences nécessaires (2, p. 108); d'autre part, cet investissement dans le champ politique les situe grandement dans le débat nationaliste et les luttes pour la souveraineté nationale, certaines sciences sociales étant plus à l'avant-scène (exemple: histoire, sociologie, sciences politiques), d'autres l'étant moins (exemple: criminologie, démographie, anthropologie). C'est dans cette deuxième dimension que les sciences sociales connaissent les tensions et les conflits les plus vifs. "Outre son développement institutionnel, cette période aura ainsi façonné une certaine image des sciences sociales et des spécialistes des sciences sociales, une image marquée par l'engagement social et une association étroite aux processus de transformations sociales." (1, p. 115).

Comment concilier l'autonomie (relative) du champ scientifique et cet engagement social? Selon nous, c'est dans ce deuxième aspect que les sciences sociales connaissent une fragmentation de leurs paradigmes et un processus de différenciation disciplinaire. Et, c'est dans cet axe neutralité axiologique/engagement politique, qu'une discipline comme la démographie fait son choix, revendique sa légitimité et sa place dans la structure universitaire québécoise.

En effet, c'est dans ce contexte de l'engagement des sciences sociales dans les principaux enjeux de la société québécoise que la démographie tente nettement de se détacher et de se différencier, en invoquant la nécessité du primat de l'objectivité, de la neutralité axiologique, sur la participation aux débats et enjeux nationaux.

Ce choix épistémologique est légitimé et caractérisé par le recours à un corpus technique et méthodologique extrêmement raffiné, par la prédominance de l'empirisme (collecte des données) sur la théorisation, par un mode de pensée et une tradition de recherche qui s'inspirent grandement de l'approche des méthodologues français.

Ici, il est important de souligner que la démographie n'a pas connu le même développement en France et aux Etats-Unis. En France, c'est essentiellement sous l'impulsion de méthodologues et de quelques économistes que la démographie a connu son essor. Pour ces derniers, la démographie est d'abord et avant tout une science empirique, fondée sur l'observation des phénomènes et sur leur mesure; elle cherche plus à décrire qu'à expliquer ou à interpréter les faits. Contrairement aux anglo-saxons qui ont généralement eu tendance à faire de la démographie une "sous-discipline", les Français pour leur part ont voulu en faire une discipline autonome et plus indépendante, en créant des instituts de recherche entièrement voués aux questions d'ordre démographique.

Aux Etats-Unis, ce sont surtout les sociologues qui ont donné le coup d'envoi à la démographie. Si l'aspect empirique y est également

très développé, par contre, on tente de pousser plus à fond la réflexion analytique en cherchant à déceler la détermination et la "contamination" de variables causales sociales.

Si la démographie a connu des développements différents en France et aux Etats-Unis, ceci ne tient évidemment pas du hasard. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que "le nom de démographie proposé en 1855 par A. Guillard, n'a pas été universellement accepté. Les anglo-saxons reprochent à ce terme d'impliquer une étude descriptive alors que cette discipline est très analytique et préfèrent généralement utiliser le nom de "population study"."(6, p. 251).

Quoiqu'il en soit, dans le cas du Québec, c'est surtout après la guerre et grâce à une entente entre des personnalités françaises et québécoises que la volonté de faire de la démographie une discipline scientifique autonome va se manifester. Bien qu'en France comme au Québec, il n'existât pas encore de structure universitaire reliée au champ démographique, c'est essentiellement de la tradition française que la démographie au Québec allait s'inspirer. En effet, c'est sous l'impulsion de Monsieur Alfred Sauvy que l'Institut National d'Etudes Démographiques (I.N.E.D.) va voir le jour en 1946. Pendant cette même année, la revue "Population" sera fondée. Plusieurs conférenciers, attachés plus ou moins directement à l'I.N.E.D. vont alors venir au Québec pour faire état de certaines recherches démographiques et pour exposer les autres recherches susceptibles d'être entreprises dans l'avenir. Ainsi, grâce à des ententes et à des contacts, un certain nombre d'étudiants seront recrutés ici afin d'aller effectuer un stage d'études en France à l'I.N.E.D. Parmi ces derniers, on retrouve, entre autres, Jacques Henripin, Jacques Parizeau, D'Iberville Fortier et Yves Martin.

III- Les étapes du développement de la démographie

La nécessité d'élargir le champ d'études démographiques à une échelle plus large, le désir de constituer une communauté de chercheurs

autour de ce champ, l'énergie consacrée à prouver l'utilité des recherches démographiques dans le but d'obtenir une certaine légitimité et la reconnaissance des milieux scientifiques (universitaires), sont sans aucun doute des facteurs importants ayant conditionné le développement de la démographie au Québec. Le type de stratégie que vont alors adopter les précurseurs est particulièrement intéressant à étudier.

Ceci nous amène à distinguer trois grandes phases dans le développement de la démographie au Québec, lesquelles correspondent de façon générale aux trois générations de chercheurs qui vont se succéder au Département de démographie de l'Université de Montréal.

La première phase est celle des pionniers, lesquels ouvrent en quelque sorte la voie à l'étude de phénomènes d'un "nouveau genre". Par divers mécanismes de diffusion et de pénétration, ils se chargent de démontrer l'importance des questions et des préoccupations qu'ils soulèvent, la nécessité et l'urgence que ces questions revêtent, ils tentent de s'allier ou de s'organiser avec d'autres chercheurs de domaines connexes et enfin, ils revendiquent un certain "droit de cité" auprès des milieux scientifiques. Ces précurseurs doivent généralement prouver le "sérieux" de leur discipline; "tantôt ils doivent se démarquer par rapport à certaines disciplines, tantôt ils doivent s'appuyer sur d'autres afin d'obtenir une légitimité culturelle."(3, p. 28). Cette phase se caractérise le plus souvent par une forte dépendance professionnelle et intellectuelle à l'égard de l'étranger et par la difficulté de constituer une communauté de chercheurs relativement homogène et stable. Dans de telles circonstances, l'appui de certains groupes locaux est déterminant et contribue parfois à insuffler un certain dynamisme, une certaine consistance au discours des précurseurs.

En démographie, cette première génération s'identifie surtout à un seul homme; en effet, seul Jacques Henripin se définit vraiment comme démographe durant cette phase - bien qu'Yves Martin ait également participé à cette première génération et qu'il ait effectué des études

relativement importantes en démographie. Après avoir effectué un stage d'études en France à l'I.N.E.D. et après avoir fait ses études supérieures en sciences économiques à l'Université de Paris, Henripin deviendra un véritable pionnier dans le champ d'études démographiques et, si l'on en juge par les recherches qu'il mène à l'époque, il manifestera une volonté réelle de développer ce champ plus à fond. Ceci est particulièrement clair dans un court article publié en 1962 dans les Recherches Sociographiques, où Henripin fait état de quelques recherches entreprises en démographie et du faible avancement qui caractérise cette discipline jusqu'à cette date.

S'appuyant sur des exemples concrets et décelant un certain nombre de tendances qui laissent soupçonner des changements importants des phénomènes de population, Henripin tente de démontrer la nécessité de poursuivre des recherches plus systématiques en démographie, l'utilité et l'importance que prend à ce stade l'étude des populations.

Par exemple, abordant le problème des transferts linguistiques, Henripin écrit, "ce facteur prendra probablement un poids de plus en plus important dans l'évolution future de la population canadienne-française; (...) l'évolution de la proportion des Canadiens français transfuges a manifesté au cours des trente ou quarante dernières années une étonnante régularité (...) dont les perspectives semblent alarmantes." (7, p. 136)

Et pourtant, "il existe fort peu d'études du milieu canadien-français dont l'objet principal est l'exploration des phénomènes de population." (7, p. 140)

Ainsi, pendant cette phase, la démographie n'a aucun soutien institutionnel et, ce qui semble le plus impératif pour sa survie, c'est la formation d'une communauté de chercheurs.

Ceci nous mène à la seconde phase de développement et à la deuxième génération de démographes. Avec eux, la démographie connaît un

début d'implantation et d'enracinement dans le milieu universitaire. On assiste alors à des associations nouvelles (de géographie, Hubert Charbonneau; de mathématiques, Jacques Légaré) et à une précision des sources d'inspiration et de l'orientation générale qui va alors caractériser les activités de recherche en démographie: la lignée française va devenir nettement prédominante.

En effet, Hubert Charbonneau et Jacques Légaré qui font partie de cette deuxième génération vont, eux aussi, effectuer leurs études supérieures à Paris et y obtenir un diplôme en démographie. Ces derniers vont se joindre à Jacques Henripin afin de créer ici, à l'exemple de la France, une structure universitaire pour les étudiants intéressés à poursuivre des études supérieures en démographie.

C'est Philippe Garigue qui, à l'époque, est doyen des Sciences Sociales. Ce dernier représente un véritable promoteur en ce qui a trait au processus d'implantation et de différenciation disciplinaire. L'extraordinaire expansion que vont connaître à ce moment les sciences sociales à l'Université de Montréal va se réaliser sous son instigation. C'est aussi dans ce contexte qu'en 1964 la Section d'Etudes Démographiques commence ses opérations.

Cependant les garanties de survie de la démographie n'en sont pas pour autant assurées. Les difficultés de recrutement, la lenteur du démarrage, la jeunesse de la discipline, le manque de préparation des étudiants à manipuler des données statistiques, constituent les principaux obstacles auxquels la démographie a dû faire face au tout début de son implantation.

Par ailleurs, les "nouvelles" voies d'accès aux échelons supérieurs, cette nouvelle "ouverture" rendue possible par une demande sociale croissante de la part de l'Etat de même que la nécessité d'obtenir des perspectives et des projections sur l'évolution des phénomènes de population représentent les conditions les plus nettement favorables au maintien

du champ d'études démographiques dans la structure universitaire québécoise.

Ainsi, depuis la réforme universitaire qui a fait de la Faculté des Sciences Sociales la Faculté des Arts et Sciences, le Département de démographie a conservé les mêmes caractéristiques qu'on lui connaît maintenant, soit un sujet mineur au premier cycle, un deuxième cycle (maîtrise) et un troisième cycle (doctorat).

A la fin de cette phase d'implantation, la démographie a acquis ses "lettres de noblesse".

Au cours de la troisième phase, la démographie s'organise et s'institutionnalise. En 1970, les démographes se regroupent en association - l'Association des Démographes du Québec - qui compte environ 150 membres à l'heure actuelle. L'association se donne une revue, les Cahiers québécois de démographie.

Mais, cette troisième étape symbolise aussi la volonté d'ouverture du Département de démographie vers d'autres pays et vers d'autres sources d'inspiration. Parmi les tenants de cette troisième génération, Victor Piché et Joël Gregory effectuent leurs études supérieures aux Etats-Unis et participent à une analyse qui comporte une forte dimension sociologique. A l'instar de Walter Mertens, Suzanne De Ipola et Gérard Frinking avant eux, Piché et Gregory semblent s'inscrire dans un courant qui cherche à déborder le cadre restreint des questions purement méthodologiques ou empiriques, pour déboucher sur des questions de fond telles que la recherche des causes et conséquences sociales des phénomènes démographiques observés. Pour eux, "la démographie ne peut se borner à analyser simplement les rapports constants (sic) des faits démographiques entre eux, mais elle doit chercher des corrélations avec les autres faits sociaux." (6, p. 255)

Actuellement, ce courant est encore minoritaire mais il est loin d'être marginal. Il semble apporter un nouveau dynamisme tout autant qu'une nouvelle contribution à l'analyse des faits démographiques et il jette un éclairage tout à fait différent sur la réalité sociale.

C'est à cette phase-ci de son développement que le Département de démographie de l'Université de Montréal en est rendu. Globalement, il se caractérise par les deux aspects suivants: d'abord, par la présence de deux tendances différentes dont une lignée française nettement prédominante qui privilégie l'aspect empirique et la description des faits et un courant plus sociologisant, plus globalisant qui cherche à lier l'explication des faits démographiques à une analyse des structures sociales et des rapports sociaux; deuxièmement, par un malaise - plus ou moins évident, plus ou moins ressenti - créé par la présence de ces deux tendances qui, à moyen terme, peut donner lieu soit à une profonde remise en question des prémisses épistémologiques qui sous-tendent ce champ scientifique, soit à la consolidation, à l'affirmation de l'orientation générale qui a caractérisé la démographie depuis ses précurseurs.

Conclusion

Il est actuellement assez difficile de prévoir quelles seront les voies d'orientation futures du champ d'études démographiques au Québec; quels domaines de recherche deviendront prédominants? quelle place occupera-t-il dans la structure universitaire québécoise? comment évoluera sa communauté de chercheurs? quel rôle joueront les démographes dans la société québécoise? dans quels débats seront-ils appelés à évoluer? Autant de questions auxquelles il est difficile de répondre pour le moment.

Les principaux thèmes de recherche qui se poursuivent actuellement sont: 1) le programme de démographie historique; 2) la démographie du Tiers-Monde; 3) les recherches québécoises sur la fécondité; 4) l'étude de l'évolution des groupes ethniques et linguistiques au Canada

et au Québec.

Par ailleurs, tout indique que l'équilibre entre les deux principaux versants de la démographie (tendance empirique et tendance sociologique) est relativement précaire. A terme, cela pourrait engager la démographie québécoise dans une profonde réflexion analytique et épistémologique. Cette situation l'amènerait éventuellement à développer des modes de pensée et d'explication plus clairement définis et à préciser ses paradigmes.

Cette étude nous a permis de constater, à l'instar de Victor Piché et d'André Piérard que, "en tant que science sociale, la démographie a toujours été absente des grands débats théoriques et idéologiques (...). Cette absence d'engagement des démographes dans le débat théorique semble indiquer qu'ils ont - de façon plus ou moins consciente - soit opté pour une théorie sans la discuter, soit démissionné, ou encore qu'ils ne s'en sont tenus qu'aux micro-théories." (8, p. 157)

Dans un tel contexte, les liens ou les appuis des chercheurs d'autres disciplines - en particulier des sciences sociales - nous semblent décisifs et déterminants car ils pourraient modifier sensiblement les caractéristiques actuelles de la démographie au Québec. Car, somme toute, "la démographie est une science sociale présentant les mêmes difficultés que les autres, pour isoler les faits qu'elle étudie des faits sociaux des disciplines voisines. Il n'est pas de phénomène purement démographique et il n'est guère de phénomènes sociaux qui n'aient un aspect démographique." (6, p. 256)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- (1) Bibeau Roch, Bourgeois Manon, Maheu Louis, Perrault Isabelle, Simard Marcel, "Problématique du développement de la sociologie et modèles d'organisation et de gestion académique des programmes d'enseignement supérieur", Département de Sociologie, Université de Montréal, volume I, Novembre 1977.
- (2) Fournier Marcel, "Sciences sociales, idéologie et pouvoir", Possibles, vol. 1, no. 1, Automne 1976.
- (3) Fournier Marcel, "L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec", Sociologie et Sociétés, vol. 5, no.1, Mai 1973.
- (4) Fournier Marcel, Germain Annick, Lamarche Yves, Maheu Louis, "Le champ scientifique québécois: structure, fonctionnement et fonctions", Sociologie et Sociétés, vol.7, no.1, Mai 1975.
- (5) Fournier Marcel, Maheu Louis, "Nationalismes et nationalisation du champ scientifique québécois", Sociologie et Sociétés, vol.7, no.2, Novembre 1975.
- (6) Grawitz Madeleine, Méthodes des Sciences Sociales, Dalloz, deuxième édition, 1974.
- (7) Henripin Jacques, "Les études démographiques", Recherches Sociographiques, vol.III, no.1-2, 1962.
- (8) Piché Victor, Piérard André, "Théorie, prospective et éthique en démographie: quelques réflexions critiques", Cahiers Québécois de Démographie, vol.5, no.1, Mars 1976.
- (9) Rioux Marcel, "Remarques sur la sociologie critique et la sociologie aseptique", Sociologie et Sociétés, vol.1, no.1, Mai 1969.